

Première Partie : Navigation Aérienne

Titre III : Des aérodromes.

Chapitre Premier : Dispositions Générales.

Article 40 : Définition : Aux fins du présent décret et de tous arrêtés ou autres actes pris pour son exécution, est considéré comme, aérodrome, toute surface définie sur terre ou sur l'eau, destinée à être utilisée, en totalité ou en partie, pour l'arrivée, le départ et les manœuvres des aéronefs, et comportant, le cas échéant, pour les besoins du trafic ou le service des aéronefs, des bâtiments, des installations et du matériel.

Article 41 : Obligation : Hors le cas de force majeure ou d'opérations d'assistance et de sauvetage, un aéronef ne peut atterrir ou prendre le départ que sur un aérodrome régulièrement établi ou sur un terrain spécialement autorisé pour un tel usage.

Chapitre II : Création D'aérodromes.

Article 42 : Aérodromes d'Etat : Le ministre des travaux publics crée, entretient ou modifie, en se conformant aux dispositions de la réglementation internationale en vigueur, les aérodromes, aides et facilités nécessaires pour les services aériens nationaux ou internationaux.

La procédure, d'expropriation et d'occupation temporaire est applicable à la création ou à l'extension d'aérodromes.

Article 43 : Aérodromes sous licence : Sur demande du propriétaire d'un terrain, le ministre des travaux publics peut, après enquête technique, délivrer une licence d'aérodrome permettant l'utilisation de ce terrain comme aérodrome.

La licence comportera telles conditions que le ministre, estimera nécessaires pour assurer le respect des dispositions de la réglementation internationale en vigueur, et aussi la sécurité des aéronefs utilisant l'aérodrome.

Le propriétaire d'un aérodrome sous licence ne peut modifier l'aire de manœuvre sans une autorisation écrite du directeur de l'air.

Article 44 : Aérodromes autorisés : Le directeur de l'air peut autoriser, sous certaines conditions spécifiées dans l'autorisation, l'usage comme aérodrome de tout autre lieu par des aéronefs de certains types, ou utilisés pour certains services aériens.

Article 45 : Affectation d'aérodromes : Un décret pris, sur propositions conjointes des ministres des travaux publics et de la défense nationale, fixe les affectations des aérodromes d'Etat, l'affectataire principal étant chargé du contrôle d'aérodrome et d'approche de la circulation aérienne.

Article 46 : Aérodromes publics : Le ministre des travaux publics désigne par arrêté les aérodromes d'Etat et les aérodromes sous licences qui sont ouverts à la circulation aérienne publique, c'est-à-dire qui peuvent être utilisés par tous aéronefs qui présentent des caractéristiques techniques correspondant aux spécifications d'aérodromes adoptées par la réglementation internationale en vigueur.

L'utilisation de tels aérodromes peut toutefois être soumise à des restrictions et même être temporairement interdite si des conditions de sécurité ou d'ordre public le justifient.

L'ouverture d'aérodromes à un usage public, les restrictions ou interdictions temporaires font l'objet de publications d'information aéronautique ou de N.O.I.A.M.

Chapitre III : Servitudes Aériennes.

Article 47 : Servitudes aériennes : Afin d'assurer la sécurité de la circulation aérienne, il est institué aux abords des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, ainsi qu'aux abords des aides à la navigation aérienne, des installations de sécurité et de télécommunications aéronautiques, et le long de routes aériennes, des servitudes spéciales dites servitudes aériennes .

Article 48 : Dégagement et balisage : Les servitudes aériennes comprennent :

a) Des servitudes de dégagement comportant, l'interdiction de créer ou l'obligation de supprimer des obstacles susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des aides à la navigation ou des dispositifs de sécurité établis dans l'intérêt de la navigation aérienne ;

b) Des servitudes de balisage comportant l'obligation de pourvoir, ou de laisser pourvoir, certains obstacles ou emplacements de dispositifs visuels ou radioélectriques destinés à signaler leur présence aux navigateurs aériens ou à en permettre l'identification.

Les modalités d'établissement des servitudes visées ci-dessus seront fixées par arrêté du ministre des travaux publics, conformément aux dispositions de la réglementation internationale en vigueur.

Article 49 : Plan de dégagement : Pour chaque aérodrome ou autre installation visée à l'article 47, il est établi par la direction de l'air un plan de dégagement qui, après enquête, est homologué par le président du conseil, sur proposition du ministre des travaux publics. Dès publication au Bulletin officiel du décret d'homologation, les servitudes ainsi instituées grèvent les fonds.

A l'intérieur de la zone fixée par le plan de dégagement, peut être ordonnée la suppression ou la modification des constructions, clôtures, plantations ou autres obstacles dangereux pour la circulation aérienne et dont la hauteur excède celle prévue au plan ; l'établissement de ces servitudes de dégagement

donne lieu à une indemnité proportionnelle au préjudice causé. La procédure d'expropriation est applicable s'il y a lieu.

Dans la zone visée au paragraphe précédent il est interdit, sauf autorisation écrite du ministre des travaux publics d'édifier des constructions nouvelles, de surélever des constructions anciennes, d'effectuer des plantations ou installations contrevenant au plan de dégagement. Toute infraction à la présente disposition fait l'objet de sanctions prévues à la partie III du présent décret.

Article 50 : Autres servitudes : Hors des zones grevées de servitudes de dégagement, toute installation, qui par sa hauteur pourrait constituer un obstacle ou un danger pour la circulation aérienne, nécessite une autorisation spéciale du ministre des travaux publics qui peut soumettre cette installation à telles conditions d'implantation, de hauteur et de balisage compatibles avec la sécurité de la circulation aérienne.

Article 51 : Balisage : Par arrêté du ministre des travaux publics peuvent être prescrits :

a) Le balisage de jour et de nuit ou le balisage de jour ou de nuit de tous obstacles qu'il juge dangereux pour la circulation aérienne, y compris les parties inutilisables de l'aire de mouvement d'un aérodrome ;

b) L'établissement de dispositifs visuels ou radioélectriques d'aides à la navigation aérienne qu'il juge utile pour la sécurité de la navigation aérienne ;

c) La suppression ou la modification de tout dispositif visuel susceptible de créer une confusion avec les aides visuels à la navigation aérienne.

Pour la réalisation des balisages visés au paragraphe 1er du présent article, l'administration dispose des droits d'appui, de passage, d'abattage d'arbres, d'ébranchage et d'installation sur murs extérieurs et toitures.

Les frais d'installation, de fonctionnement et d'entretien des balisages aéronautiques sont à la charge de l'Etat, sauf pour les lignes de transport d'énergie électrique ou les câbles de transporteurs aériens, dont le balisage est à la charge des exploitants.

Chapitre IV : Exploitation.

Article 52 : Gestion : Les aérodromes créés par l'Etat sont gérés par la direction de l'air, qui a en outre le contrôle et la surveillance de tous autres aérodromes dont la gestion est effectuée conformément aux termes de la licence.

Article 53 : Aérodromes internationaux : Le ministre des travaux publics, en accord avec les ministres des finances et de l'intérieur, désigne par arrêté, parmi les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, d'une part, des aérodromes appelés internationaux sur lesquels sont installés, soit en permanence, soit dans certaines conditions, des services d'immigration, de police, de santé, de quarantaine agricole et de douane, et d'autre part, des aérodromes frontières où doivent obligatoirement atterrir à leur entrée sur le territoire marocain ou à leur sortie de ce territoire, tous aéronefs qui ne sont pas expressément dispensés de, cette obligation aux termes du présent décret.

Par décret du président du conseil, il peut également être établi sur le territoire marocain des aérodromes francs.

Article 54 : Aérodromes contrôlés : Le ministre des travaux publics désigne par arrêté, parmi les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, ceux sur lesquels sera assuré un service de contrôle de la circulation d'aérodrome et, le cas échéant, un service de contrôle d'approche.

Sur ces aérodromes le mouvement des personnes et véhicules de service sur l'aire de manœuvre est contrôlé afin d'éviter tout risque pour ceux-ci et pour les aéronefs atterrissant, roulant au sol ou décollant.

Article 55 : Interdiction de circulation : Sur l'aire de manœuvre des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, il est interdit à toute, personne et à tout véhicule de pénétrer ou de séjourner, et aussi de laisser pénétrer ou séjourner des bestiaux ou bêtes de trait, de charge ou de monture. Les contrevenants seront punis des peines prévues à la partie III du présent décret et pourront, en outre, être déchus de tout droit à indemnité à raison des accidents survenus alors qu'ils se trouvaient en infraction aux dispositions du présent Article

Article 56 : Commandant d'aérodrome : Le ministre des travaux publics nomme, pour chaque aérodrome relevant de la direction de l'air, sur proposition du directeur, un commandant d'aérodrome choisi parmi le personnel de la navigation aérienne.

Le commandant de tout aérodrome, a autorité sur tous agents et services chargés sur cet aérodrome de la sécurité, de la circulation aérienne, de l'exploitation technique, de l'exploitation commerciale et de l'entretien courant des installations et locaux. D'une manière générale, il a le contrôle de toutes les activités aériennes s'exerçant sur l'aérodrome et coordonne les activités de tous autres services qui y sont implantés.

Sur les aérodromes internationaux et aérodromes frontières le commandant d'aérodrome coordonne les activités administratives des services d'immigration, de douane, de santé et de police, qui restent subordonnés à leur administration respective, et exercent leurs fonctions en toute indépendance.

Sur les aérodromes sous licence, ouverts à la circulation aérienne publique, un commandant d'aérodrome désigné par le propriétaire ou l'exploitant de l'aérodrome exerce des fonctions visées au deuxième alinéa du présent article sur tout le personnel en service sur l'aérodrome.

Chapitre V : Redevances.

Article 57 : Taxes et redevances : Sur tous aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, les redevances et taxes suivantes peuvent être perçues :

Taxes d'atterrissage ;

Taxe supplémentaire pour un atterrissage ou un envol de nuit ;

Taxe d'abri commun ;

Taxe de stationnement ;

Redevances pour occupation d'immeubles du domaine public ;

Redevance pour utilisation de l'outillage des aérodromes ;

Taxe sur passagers et fret ;

Taxe sur les visiteurs.

Les barèmes de base et les tarifs ainsi que les réductions et exemptions éventuelles sont fixés par décret du président du conseil sur proposition des ministres des travaux publics et des finances.

Article 58 : Perception : Les taxes et redevances énumérées à l'article précédent sont perçues au profit de l'Etat.

Toutefois, sur un aérodrome ouvert à la circulation aérienne publique qui n'est pas exploité par l'Etat marocain, le président du conseil peut, sur proposition des ministres des travaux publics et des finances, autoriser la perception de certaines taxes et redevances au profit de l'exploitant de l'aérodrome, conformément aux barèmes et tarifs visés au paragraphe 2 de l'article précédent.

Chapitre VI : Renseignements sur les Aérodromes.

Article 59 : Information aéronautique : Tous renseignements concernant les aérodromes et leurs caractéristiques, les aides à la navigation aérienne, les installations de télécommunications, figurent dans les publications d'information aéronautique et font l'objet, en cas de besoin de N.O.T.A.M.

La classification des aérodromes est faite conformément aux caractéristiques définies par la réglementation internationale en vigueur.